

LA PRESSE CLANDESTINE

L'information de la lutte et de l'espoir



SECRETARIAT GÉNÉRAL POUR L'ADMINISTRATION
DIRECTION DE LA MÉMOIRE, DU PATRIMOINE ET DES ARCHIVES





Collection DMPA

Type d'imprimerie d'enfant utilisée pour la confection de feuillets clandestins.

Après l'armistice du 22 juin 1940 et l'occupation d'une partie du territoire national par les troupes allemandes, le gouvernement français, replié à Vichy, s'installe dans une politique de collaboration largement répercutée par la presse et les médias. Les paroles et les écrits sont contrôlés, censurés, tant en zone nord par les Allemands qu'en zone sud par le gouvernement du maréchal Pétain. En zone nord, la presse est directement sous tutelle de la Propaganda-Abteilung (direction de la propagande), contrôlée par Goebbels (ministre allemand de la propagande), à laquelle se trouve rapidement subordonnée l'Agence française d'information de presse. En zone sud, elle est soumise à la pression toujours plus forte du secrétariat général à l'Information et tire essentiellement ses informations de l'Office français d'Information. Censurée, limitée à la source dans le choix de ses informations, uniformisée, la presse doit se plier aux diverses recommandations et injonctions des institutions de contrôle. En marge de cette presse autorisée, une presse clandestine apparaît et se met progressivement en place. Contrepoids de choc au langage officiel, son action ne va cesser de s'amplifier.

Des hommes et des femmes vont ainsi continuer la lutte en utilisant la seule voie qui leur reste : l'écriture. Pour ces combattants du verbe, il s'agit alors d'informer, de réveiller l'opinion publique en lui apportant des éléments de réflexion et d'autres lectures que celles de la propagande allemande et du gouvernement de Vichy. Les premiers papiers, les premiers tracts circulent dès l'été 1940, en zone occupée comme en zone libre. La "guerre des mots" s'engage.

Souvent le fait d'initiatives individuelles, ces premières feuilles donneront naissance à un certain nombre de mouvements de résistance, en zone occupée comme en zone sud, qui se constitueront autour de la réalisation d'un journal. La recherche du papier, de l'encre, l'utilisation d'une imprimerie, la rédaction et la diffusion de ces feuilles clandestines ne peuvent en effet être l'œuvre d'un seul homme, mais d'une équipe de plus en plus nombreuse et diversifiée.

Au début, les textes sont écrits à la main ou dactylographiés. Ils se terminent alors souvent par la mention "à copier et à faire circuler". Des chaînes se forment pour recopier ces premières feuilles ou les discours de la radio de Londres. Des exemplaires sont également ronéotypés ou réalisés à l'aide d'une imprimerie jouet pour les enfants.

Dès octobre 1940, en zone nord, Raymond Deiss, imprimeur et éditeur de musique parisien, rédige et tire sur sa presse *Pantagruel, feuille d'informations*, l'un des premiers journaux clandestins français imprimé. Seize numéros verront le jour avant que Deiss soit arrêté en octobre 1941 ; il sera décapité, le 24 août 1943, à Cologne. Partout, de nouvelles feuilles apparaissent, comme *L'Alsace* à Strasbourg, *l'Homme libre* à Lille, *Liberté* à Marseille, *Libération* (Nord) et *Résistance* à Paris... L'année suivante ce sont, notamment, *Défense de la France* et *Socialisme et liberté* en zone Nord, *Libération* (Sud), les *Cahiers du témoignage chrétien*, *Le Franc-Tireur* et *Combat* en zone Sud. Dès lors, entre les mains de groupes de mieux en mieux structurés, les titres ne vont cesser de se multiplier jusqu'à la Libération, en dépit des nombreuses difficultés rencontrées.

La survie de cette presse est en effet très difficile. Confrontés aux difficultés matérielles que représentent la collecte de l'information, la recherche de rédacteurs, l'approvisionnement en matériels divers – à commencer par celui du papier, sévèrement contingenté au profit des administrations, des éditions et organes officiels ou agréés –, certains journaux ne durent que le temps de quelques numéros. Surtout, arrestations, déportations et exécutions se multiplient parmi ses artisans, victimes d'une violente répression.

Les problèmes d'ordre technique auxquels sont confrontés ces combattants de l'ombre sont multiples : conception, réalisation, financement, diffusion... La réalisation des journaux se révèle un véritable défi. Depuis le 17 octobre 1940, en effet, sur instructions ministérielles, une ordonnance du préfet de police de Paris "interdit aux fabricants, marchands grossistes de vendre sans autorisations délivrées par les commissaires de police, les appareils duplicateurs et les papiers susceptibles d'être employés à la confection de circulaires ou de tracts ronéotypés". Il faut se procurer le matériel en dehors des circuits légaux : marché noir – mais les prix sont prohibitifs –, vol de matériel de l'administration, commandes sous couvert de fausses sociétés, détournements auprès de l'Office de répartition de Vichy, complicité de membres de la corporation du livre – ouvriers, éditeurs, imprimeurs... – qui prélèvent sur leurs stocks une quantité qu'ils donnent aux journalistes de l'ombre, voire parachutages de Londres.

La machine à écrire, la ronéo ou l'imprimerie jouet montrent vite leurs limites. Seule une machine à imprimer permet de gros tirages. Certains journaux, comme *Combat* ou *Défense de la France*, vont créer leur propre imprimerie clandestine, d'autres ont recours aux services d'imprimeurs. Par souci de sécurité, le travail ne peut s'effectuer que de nuit, avec un minimum de personnel, car les imprimeries sont surveillées par la police. Le bruit, inhérent au fonctionnement des machines, accroît encore les risques. La composition est réalisée à domicile ou clandestinement sur leur lieu de travail par des typographes. Les plombs sont ensuite portés à l'imprimerie



Collection DMPA

Vérification du stencil avant tirage.

où s'effectue le tirage. L'impression terminée, il faut disperser les caractères, fondre les plaques. La sécurité commande de changer souvent de local et d'imprimeur. Nombreux sont les petits artisans imprimeurs qui apportent leur concours aux mouvements de résistance.

À ces problèmes d'ordre technique s'ajoutent ceux concernant la rédaction proprement dite des articles. Cette opération nécessite en effet un volume d'informations publiables important. Or les sources d'information sont strictement contrôlées par l'occupant et le gouvernement de Vichy. Les résistants s'informent alors soit en écoutant la radio de Londres et les stations radiophoniques suisses, soit auprès des mouvements de résistance eux-mêmes. À partir de 1942, la France Libre envoie également en France un *Courrier d'information*, comprenant divers documents – dont des photos – microfilmés. La même année, Jean Moulin crée le "Bureau d'information et de presse", dirigé par Georges Bidault, agrégé d'histoire et journaliste de formation, qui édite jusqu'en 1944 un *Bulletin d'informations générales*. Par la suite, d'autres mouvements créent des centres d'information, tel notamment les "Mouvements unis de la Résistance" qui constituent en 1943 un "Centre d'information et de documentation" publiant son propre bulletin, le *Bulletin intérieur des mouvements unis de la Résistance*. En août 1944, les deux organismes fusionnent en une "Agence d'information et de documentation". Les journaux clandestins disposent ainsi de leurs propres agences de presse.

La presse clandestine repose pour beaucoup sur la bonne volonté et l'acceptation du risque. Toutefois, l'acquisition de papier, de matériel, le paiement des imprimeurs et plus généralement de tout ce qui est nécessaire à la vie d'un journal représentent un coût important que l'augmentation des tirages alourdit encore. Le problème du financement des journaux clandestins reste criant jusqu'en 1943. Au début, les fonds proviennent essentiellement d'apports privés effectués par des résistants qui puisent dans

leurs propres deniers pour lancer et faire vivre leur journal, plus rarement des aides adressées par des amis, des relations, des lecteurs. Faute des crédits nécessaires, certains journaux sont amenés à suspendre ou à différer leur parution. Cependant, le regroupement, la fusion qui s'opère progressivement au sein des mouvements de résistance et l'envoi de fonds par la France Libre vont permettre à la presse clandestine de se maintenir, voire de se développer.

Le financement trouvé, le matériel acheté ou loué, la rédaction, la composition, l'impression effectuées, reste une étape, et non des moindres, à franchir : celle de la diffusion. Cette question est d'autant plus épineuse que la presse clandestine et ses artisans sont l'objet d'une active répression menée par les polices française et allemande. Publier un journal n'a d'intérêt que s'il est lu par le plus grand nombre d'individus. Pour cela, il faut que sa diffusion soit la plus vaste possible. Or, la distribution s'avère être un moment délicat et très dangereux, car la police surveille tous les lieux publics. La diffusion n'est possible que sous le manteau (les distributions en public sont des opérations de choc, plus fréquentes dans la dernière année d'occupation). Lorsque les tirages sont faibles, la distribution se fait dans les boîtes aux lettres ou par la poste. Quand les tirages deviennent plus importants, elle est le fait d'équipes constituées. Sortis de l'impression, les exemplaires sont stockés, mis en paquets et remis aux distributeurs ou à des convoyeurs quand le journal a un plan de diffusion national.

La répression frappe aveuglément tous ceux susceptibles d'avoir réalisé, diffusé ou simplement lu ces textes. Détenir un tract ou un journal clandestin rend suspect. En posséder plusieurs exemplaires rend coupable. La police cherche activement les lieux d'impression et les dirigeants des réseaux. Perquisitions, saisies et arrestations se multiplient. Des milliers de personnes sont arrêtées, déportées, exécutées.

Imprimerie clandestine. En cas d'alerte, le caisson suspendu vient dissimuler la machine.



L'Université libre

notre but.

L'Université reprend possession d'elle-même, de sa France, de son PAYS HISTORIQUE dans la Résistance. Sans les heures tragiques que nous vivons, l'Université a retrouvé son unité, le clair espoir de sa mission de progrès dans la liberté. C'est un surcroît d'indignation qui a secoué maîtres et étudiants quand ils ont appris l'arrestation de Paul Langevin par les autorités.

JANVIER 1941

NI

VALMY

NOTRE DEVISE:
Un seul ennemi,
l'envahisseur

CERTITUDES

Six mois se sont écoulés depuis que la France a mis bas les armes et traité avec l'ennemi, au mépris des engagements contractés.

trois du monde anglo-américain, Grande Bretagne, Dominions, Etats-Unis joints à tant d'autres forces en guerre ou en réserve assure l'effort libérateur de centaines de millions d'êtres humains.

LEADER FRANÇAIS
D'UNE NOUVELLE FRANCE

JUILLET 1941

NUMERO 1

LIBERATION

Organe du Directoire des Forces de Libération Françaises

MAINTENANT

Les lettres françaises

OCTOBRE 1942

7°2

Crier la vérité!

DÉFENSE DE LA FRANCE

SEMI-MENSUEL FONDÉ EN JUILLET 1941
81 Avenue de la République, 75 - Paris

EDITEUR DE PARIS
M. J.
17 Novembre 1942

100 exemplaires par numéro
en France 10 francs
à l'étranger 15 francs

POUR QUE LA FRANCE VIVE

Quelques titres de la presse clandestine.

LE FRANC-TIREUR

Organe des Mouvements de Résistance Unis
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Vent de déroute sur les nazis

L'écrasante défaite de la Wehrmacht en Russie

une victoire totale, pourvu qu'elle soit obtenue avec la Tchécoslovaquie et le Danemark, ces états, la France, ont obtenu en l'An, dans les conditions...

RÉSISTANCE

"Le Nouveau Journal de Paris"

CONSTRUIRE DU NEUF

Le grand défi, dans une situation telle...

VERS LE GOUVERNEMENT PROVISOIRE

La création de ce Gouvernement provisoire est une nécessité absolue, et celle de l'Union nationale est une nécessité absolue, car sans elle nous ne pouvons pas...

France-d'Abord

— AOÛT 1942 —

— N° 28 —

On est soldat
pour sa patrie
On est chef
pour servir
l'ennemi

"FRANCE-D'ABORD" est l'organe de liaison et de contact des détachements de France-Tirant et Parisiens qui forment sur le sol de la Patrie l'avant-garde armée de la France Combattante

Combat

N° 46

1^{er} AOÛT 1942

Dans la guerre comme dans la paix le dernier mot est à ceux qui ne se rendent jamais. Chassez.

ORGANE DES MOUVEMENTS DE RÉSISTANCE UNIS

LA RÉSISTANCE TOTALE

Un seul chef : DE GAULLE
Un seul combat : pour NOS LIBERTÉS

Combat accueille LE GÉNÉRAL DE GAULLE

C'est à "COMBAT" que le Général de GAULLE, à son arrivée à Alger, a déclaré ses intentions de présider l'Union.

Le 1^{er} juin, une centaine d'élus de l'Union, réunis au Centre d'Action de Combat, ont élu le Général de Gaulle et lui ont remis personnellement un drapeau de la France.

Le Père Duchesne

Haine aux tyrans! La liberté ou la mort

Il fallait tout attendre...

LA SAISON DES TRAITRES

Ces misérables
qui ont souillé Paris!



Autre moyen de lutte utilisé contre la presse clandestine par l'occupant : la diffusion de faux journaux clandestins. En août 1942, Combat lance cet appel à ses lecteurs.

Malgré tout, un certain nombre de journaux réussissent à sortir assez régulièrement. Instruments de combat, ils sont les messagers de la résistance, de l'espoir et de la liberté. De quelques feuilles tirées à quelques exemplaires en 1940, la presse clandestine passe à 100 000 exemplaires dès le début de 1941. En 1944, elle atteint son apogée et ses plus forts tirages, dépassant les deux millions d'exemplaires, avec une centaine de journaux et quatre cents à cinq cents organes régionaux ou locaux (plus de 1 000 titres recensés pour toute la période), dont certains comme *Défense de la France* pouvant tirer à 450 000 exemplaires. Ses lecteurs sont alors aussi nombreux que ceux de la presse de Vichy. Forte d'une certaine puissance, elle se constitue en Fédération nationale regroupant les principaux journaux clandestins des deux zones, de toutes obédiences, préparant activement l'après-guerre.

Libération de Paris : les journaux de la clandestinité peuvent enfin paraître au grand jour.





Titres et épigraphes :

Plus de 1 000 titres sont parus durant l'occupation. Si certains traversent toute la période, nombreux sont ceux, surtout parmi les premiers mis en circulation, qui ne durent que le temps de quelques numéros. Les titres sont significatifs quant à la volonté et à l'engagement qui animent les fondateurs de ces journaux ; à côté de nombreux *France*, se retrouvent souvent les termes *Combat*, *Libération*, *Liberté* ou l'adjectif "libre", ou encore *Résistance*, *Réveil*, *Espoir*, *Avenir*, *Demain*...

Une citation est souvent reproduite en épigraphe en tête de ces journaux. Véritable profession de foi, elle donne d'emblée l'esprit dans lequel ont œuvré ses rédacteurs : "Un peuple n'est vaincu que lorsqu'il accepte de l'être" – Foch, "Dans la guerre comme dans la paix, le dernier mot est à ceux qui ne se rendent jamais" – Clemenceau, "Vivre dans la défaite c'est mourir tous les jours" – Napoléon I^{er}, "Quand une Nation s'appelle la France elle ne capitule pas pour trois batailles perdues" – Clemenceau, "Notre seul but est de rendre la parole au peuple français" – de Gaulle, ou encore "Il n'est pas nécessaire d'espérer pour entreprendre ni de réussir pour persévérer".

Pour en savoir plus :

La France des Années noires, tome 2 *De l'Occupation à la Libération*, sous la direction de Jean-Pierre Azéma et François Bédarida, 1993.

Muracciole Jean-François, *Histoire de la Résistance en France*, 1993.

Histoire générale de la presse française, tome 4 *De 1940 à 1958*, sous la direction de Claude Bellanger, Jacques Godechot, Pierre Guiral et Fernand Terrou, 1975.

Bellanger Claude, *Presse clandestine 1940-1944*, 1961.

La presse clandestine 1940-1944, actes du colloque organisé par l'association des médaillés de la Résistance de Vaucluse et le secrétariat d'État aux anciens combattants les 20 et 21 juin 1985.



DMPA/Jean-Noël Liabeuf

Plaque commémorative située dans les locaux de la Fédération nationale de la presse française, à Paris, rappelant que la médaille de la Résistance a été décernée à la Fédération nationale de la presse clandestine dont est issu cet organisme.

Ministère de la défense
Secrétariat général pour l'administration
Direction de la mémoire, du patrimoine et des archives
14, rue Saint-Dominique
00450 ARMÉES

Couverture DMPA.